

8 Société et Culture

Ici et ailleurs

Enseignement supérieur
Soupçons de diplômes
frauduleux pour 500
Italiens

L'université publique espagnole Rey Juan Carlos est soupçonnée d'avoir concédé des diplômes frauduleux à des centaines d'Italiens, pour la plupart des hommes politiques, a indiqué, hier, une source judiciaire à l'AFP. Selon cette source, un tribunal de Madrid a entamé une enquête sur des diplômes en droit obtenus par quelque 500 Italiens dans cette université. Ces titres auraient ensuite permis à certains d'entre eux de s'inscrire comme avocats au barreau de Madrid et peut-être dans d'autres villes espagnoles.

Cinéma
Disney a sorti "trop" de
"Star Wars" "trop vite"
et va ralentir

Disney a sorti "trop" de films de l'univers "Star Wars" "trop vite", a estimé le P-DG du groupe Bob Iger dans un entretien au site spécialisé The Hollywood Reporter publié hier, annonçant que le rythme allait ralentir. "J'ai pris la décision de la cadence, et en y repensant, je pense que l'erreur que j'ai faite --c'est ma responsabilité-- a été un peu trop, trop vite", a reconnu Bob Iger, PDG de The Walt Disney Company. "Vous pouvez vous attendre à un ralentissement", a-t-il ajouté. "Cela ne veut pas dire que nous n'allons plus faire de films", a-t-il précisé.

Musique
Spotify: une nouvelle
plate-forme pour les
artistes

Les artistes indépendants pourront désormais déposer leur musique directement sur Spotify, a annoncé, hier, la plateforme de musique en ligne, même si la possibilité est, pour l'heure, limitée à quelques centaines de musiciens américains. Spotify s'est engagé de télécharger directement des morceaux à un nombre plus important d'artistes dans un délai non précisé, dicit un communiqué publié sur le site du groupe. Une fois le contenu mis en ligne par l'artiste lui-même, il aura tout le loisir de le modifier directement. Les téléchargement (upload) est offert gratuitement par Spotify, a indiqué la plateforme suédoise. A l'instar du reste des morceaux mis en ligne, l'artiste sera rémunéré en fonction du nombre d'écoutes et recevra, chaque mois, un rapport détaillé sur la fréquentation.

Rassemblés par SNN

Communication/Internet

Pour une meilleure appropriation du numérique au Gabon

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

LA deuxième édition du Forum national sur la gouvernance de l'internet (FGI-Gabon) s'est tenue, hier, dans un hôtel de la place.

Plusieurs experts nationaux et internationaux et autres maillons importants de ce secteur de la communication prennent part à cette rencontre organisée autour du thème : "Promouvoir le panafricanisme, la renaissance africaine et le rôle des technologies de l'information et de la communications (Tic)", et le thème national : "Quel écosystème de l'internet pour le Gabon ?"

C'est le ministre d'Etat chargé de l'Economie numérique, Guy-Bertrand Mapangou, assisté de sa déléguée Chantal Akouosso, qui a ouvert lesdits travaux, qui dureront deux jours. A cette occasion, il a rappelé que ces assises sont le prolongement de la première édition du FGI-Gabon et du Salon international de l'économie numérique et



Guy-Bertrand Mapangou ouvrant les travaux du FGI-Gabon...

de l'innovation qui avaient permis de mieux cerner les enjeux du développement de l'internet et l'appropriation des technologies de l'information et de la communication dans le monde, particulièrement au Gabon. Deux rencontres qui avaient également permis de comprendre que les problématiques et l'état de la situation de l'internet au Gabon et en Afrique "sont loin d'avoir été épuisées". Qu'il fallait, dès lors, s'arrimer aux normes internationales pour ne pas être en marge des évolutions dans ce secteur, en dépit de quelques avancées significatives dans notre pays.

« Au Gabon, les recommandations et les réflexions faites ces dernières années sur l'internet et les TIC se sont heurtées à la résistance, même si l'on a noté de réelles avancées en ce qui concerne la politique gouvernementale, le cadre réglementaire, les infrastructures et l'amélioration des usages grâce à la vision politique et à l'engagement des plus hautes autorités ». Il faut donc être participants de la "Société de l'Information en tant qu'acteur associé et non en tant que client passif". Pour peu que nous vivons dans un espace "de plus en plus mondialisé par les technologies



...en présence des acteurs de ce secteur.

de l'information et de la communication, où la déconnexion par défaut rime avec une certaine marginalisation", a déclaré le ministre d'Etat.

Expert en télécommunications et représentant le secrétaire général de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), Guichard Tsangou, a abordé, pour sa part, l'aspect lié aux lois relatives au cyber-espace et au cadre réglementaire d'interconnexion transfrontalière des pays membres de la Communauté adoptées à Brazzaville au Congo. Précisant qu'au cours de cette rencontre,

les participants, sur la base de la déclaration de Brazzaville, avaient invité les États membres à appliquer certaines recommandations. Comme celle encourageant les pays membres à procéder à la transposition – dans le corpus des législations nationales – de différentes lois portant sur la cybersécurité (stratégies à mettre en place), la lutte contre la criminalité, la mise en place des Centres d'alerte et de réponse aux incidents cybernétiques nationaux. Sans oublier la loi portant élaboration d'une stratégie nationale pour la protection de l'enfant en ligne.

Santé

Une formation pour prévenir les cancers féminins



La formation a été menée par le Dr Nathalie Ambounda Ledaga, directrice du Programme national de prévention et de contrôle des cancers. Photo de droite : Une vue des participants à la formation sur le dépistage des cancers féminins.

H.N.M
Libreville/Gabon

SUR instruction de la ministre d'Etat chargée de la Santé et de la Famille, Denise Mekam'ne Edzidzie épouse Taty, un séminaire de formation sur le dépistage des cancers du sein et col de l'utérus s'est tenu hier au Centre hospitalier universitaire de Libreville (CHUL) à l'intention des femmes et du personnel médical. Cette formation se tient dans le droit fil de la célébration d'"Octobre rose".



Une campagne mondiale de lutte contre les cancers féminins, qui se tient du 1er au 31 octobre de chaque année. A cette occasion, outre le personnel médical, des représentants de plusieurs associations et autres organisations non gouvernementales (Ong) ont été éduqués sur les méfaits de ces cancers qui s'avèrent mortels lorsqu'on ne s'y prend pas tôt. En effet, selon une étude, le taux de mortalité du cancer du col de l'utérus est de 52% dans les pays en voie de développement. Au Gabon, sur 100 000 femmes dépistées du

cancer du sein, 16 ont été déclarées positives. La même étude révèle également que sur autant de femmes dépistées du cancer du col de l'utérus, 19 sont déclarées positives. "Le dépistage du cancer du col de l'utérus sert à détecter les lésions précancéreuses, voire cancéreuses chez la femme qui ne présente aucun symptôme, et qui pourrait se croire en parfaite santé", a indiqué le Dr Nathalie Ambounda Ledaga, directeur du Programme national de prévention et de contrôle des cancers. Avant d'ajouter que " la guérison est possible à 90

% si le cancer est détecté à un stade précoce. Pour les deux cas de cancers – sein et col de l'utérus – les moyens de prévention résident dans le dépistage par un personnel de santé".

A noter que cet atelier, animé par la spécialiste qu'elle est, a permis à l'ensemble des participants d'en savoir un peu plus sur ces deux cancers.

